

Voici mon second motif. Le gouverneur de la Banque du Canada aurait affirmé dans un discours à Toronto,—je m'étonne d'une telle déclaration dans la bouche d'un homme aussi compétent,—qu'il faudrait recourir aux impôts afin de soutirer l'argent de la population. A mon avis, s'il faut prélever un autre impôt, il devrait revêtir la forme d'épargnes obligatoires, c'est-à-dire que l'argent enlevé aujourd'hui à la population lui serait rendu plus tard. A mes yeux, c'est un des meilleurs moyens de réduire le pouvoir d'achat. L'expérience le démontre: quand l'État annonce une hausse d'impôts, les gens s'empressent de dépenser leur argent avant d'en être privés. Mais s'ils pouvaient s'attendre que dans dix ou vingt ans,—à la fin de la lutte, peu importe quand,—ils toucheraient leur argent, ils collaboreraient davantage. Selon moi, voilà le meilleur moyen de soutirer l'excédent des salaires.

Je me suis réjoui, en septembre dernier, de ce que le Gouvernement se soit efforcé de mettre un frein aux achats à crédit. Certaines personnes méritantes se verraient sans doute refuser du crédit, mais il importe de faire comprendre au plus grand nombre la nécessité de réduire leurs dépenses. A mon sens, on aurait dû prendre des mesures encore plus sévères.

J'aborde maintenant la question de la production. D'aucuns soutiennent que le prélèvement des impôts ne devrait pas nuire à la production maximum, mais qu'il devrait au contraire inciter à produire le plus possible plutôt que le moins possible. Un exemple. On devrait encourager le particulier qui gagne \$20 par jour à travailler davantage afin d'en gagner \$30. A l'heure actuelle, l'homme moyen ne désire pas toucher une plus forte rémunération, à l'égard de laquelle il devra payer plus d'impôt, voilà la difficulté. Le travail n'est manifestement pas aussi productif aujourd'hui qu'il l'était autrefois; nous-mêmes, d'ailleurs, nous ne le sommes pas non plus. Pour ma part, lorsque je songe que le gouvernement prélève 50c. sur chaque dollar que je gagne dès que mon revenu a atteint un certain niveau, je ne vois aucun motif de me priver d'un voyage de deux mois aux Bermudes. Il faudrait s'efforcer de rectifier une telle façon de voir chez nos gens.

Le coût élevé de la vie, voilà à mon sens l'épreuve la plus dure de l'heure. Peu importe les économies que nous pratiquons,—ce sont surtout les femmes dans les foyers qui économisent,—le coût de la vie est si élevé qu'il balaie toutes les épargnes. Les personnes touchant un revenu fixe, par exemple, les détenteurs de polices d'assurance-vie ou ceux

qui ont conservé leurs obligations de l'État, sont plus pauvres aujourd'hui que jamais. L'indice du coût de la vie est censé s'établir à 172·5, mais en réalité il est beaucoup plus élevé. En l'occurrence, beaucoup de gens doivent se priver rigoureusement. Aussi, je ne blâme guère les ouvriers, les instituteurs ou les artisans de réclamer une rémunération plus élevée pour faire face à leurs frais grandissants. Il incombe au Parlement de se pencher très attentivement sur ce problème.

Enfin, je veux parler des affaires internationales ou, si l'on veut, de la défense. Je possède assez bien les faits de la première guerre mondiale, mais j'ignore à peu près tout des événements qui l'ont suscitée. En 1939, j'étais sénateur; j'ai vu les nuages de guerre s'amonceler sur l'Europe; mais à l'heure actuelle, pour la première fois, j'ai l'avantage d'étudier la situation internationale dans son ensemble. Aujourd'hui, une guerre entre deux idéologies nous menace. Contre les nations qui croient en Dieu, se dresse une nation imbuée de principes purement matérialistes et qui croit que la force prime le droit. Pendant la deuxième guerre mondiale, certains partisans d'Hitler partageaient sans doute les mêmes sentiments, mais il ne s'agissait pas d'une nation tout entière comme c'est le cas aujourd'hui.

Je n'ai jamais compris comment il se fait que le communisme attire certaines personnes qui jouissent de la liberté en honneur chez les démocraties. Je ne m'explique pas que des habitants de Winnipeg puissent appuyer la nomination de communistes aux postes de commissaire d'école et d'échevin. J'ignore pourquoi certains habitants de la province du Manitoba appuient la candidature d'un communiste à l'assemblée législative. Je songe à quelqu'un de Toronto, dont j'ai connu le père et l'oncle. Il croyait que le communisme pouvait aider les Canadiens, mais je ne parviens pas à comprendre son raisonnement.

Jamais nous n'avons eu à affronter un dictateur qui possédât une puissance politique et des armes modernes comme Staline. Les Russes ont jadis été partisans de la doctrine de Karl Marx, mais ils l'ont depuis longtemps dépassée. Il est bien certain qu'aujourd'hui la Russie est sous l'empire d'une dictature tyrannique.

Je m'explique qu'un Canadien puisse appartenir à un syndicat ouvrier et qu'il appuie énergiquement ses revendications. A cet égard, qu'on me permette de rappeler un fait dont j'ai été témoin il y a quelques années. C'était en 1914, alors que j'étais candidat dans une région composée uniquement d'ouvriers. D'ordinaire, je commençais à visiter les gens vers 4 heures de l'après-midi. Un jour, je